



La vie

Impact de l'accumulation des catastrophes sur l'état d'esprit des Français par rapport à la générosité

Décembre 2005

Wei

Etudes qualitatives

Méthodologie

Une étude qualitative :

Cette étude s'inscrit dans une démarche plus globale d'interrogation réalisée par l'institut Wei sur l'état de l'opinion incluant des réflexions et des séries d'interviews individuels sur :

- les logiques du vote du 29 mai 2005 conduisant à un refus de la constitution européenne,
- la diffusion du discours alter mondialiste,
- les effets de l'accumulation des catastrophes sur les représentations du monde d'aujourd'hui.

Les résultats présentés dans cette note sont issus d'un module complémentaire spécifique réalisé pour l'Observatoire de la Fondation de France et l'hebdomadaire La Vie.

5 triades de 2h réalisées du 21 au 25 novembre 2005 selon l'échantillon suivant :

- 1 triade de donateurs réguliers, + 55 ans Tours
- 1 triade de donateurs réguliers, 40- 50 ans Paris
- 1 triades de non donateurs ou donateurs exceptionnels, 50-65 ans Tours
- 1 triade de non donateurs ou donateurs exceptionnels, 35-45 ans Paris
- 1 triade de non donateurs ou donateurs exceptionnels, 25-35 ans Paris

Une étude quantitative :

L'Observatoire de la Fondation de France a confié à l'Institut LH2 deux questions posées par sondage aux Français, afin d'évaluer quantitativement les résultats de la démarche qualitative.

Cette étude a été menée dans le cadre l'Omnisclear, omnibus téléphonique de LH2, réalisé toutes les semaines auprès d'un échantillon de 1005 individus de 18 ans et plus représentatif de la population française selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région de résidence et catégories d'agglomération).

Description de la situation actuelle

La situation actuelle est caractérisée par trois dimensions de registres différents :

- 1- Le processus de mondialisation comme dynamique générale.
- 2- Une logique de dégradation déduite de faits concrets.
- 3- Une situation issue de la rencontre des deux mouvements précédents et caractérisée par la prépondérance du potentiel négatif de la mondialisation.

Le monde actuel : le processus de mondialisation comme dynamique générale

Le phénomène central à partir duquel sont appréhendés le monde et ses changements par les interviewés, est le thème de la mondialisation.

La mondialisation est définie par les interviewés comme une **interdépendance généralisée**, c'est-à-dire une interaction accrue des phénomènes entre eux, qu'il s'agisse des hommes entre eux, des hommes et de leur environnement, des marchés, des économies des différents pays... Tout est lié, et cette prise de conscience a trois conséquences immédiates en termes de représentations :

- 1- un phénomène n'a pas une cause unique, mais il est le fruit de causes multiples, donc rien n'est simple.
- 2- l'échelle de résolution des problèmes (pollution, terrorisme, immigration illégale...) est globale.
- 3- les conditions de la vie sociale évoluent en permanence.

Si la notion de mondialisation est considérée comme déterminante aujourd'hui, elle recèle, a priori, un potentiel positif et un potentiel négatif. La mondialisation n'est pas un processus critiqué, condamné en tant que tel, par nature. Il est **ambivalent** et le problème

réside dans l'équilibre entre ses dimensions positives et négatives.

Son **potentiel positif** se compose des idées d'échange, d'ouverture, de diversité (biologique, culturelle, marchande...), de progrès technologique et scientifique, d'accès élargi et vaste à l'information, de développement de la connaissance et de la formation. Il stimule les capacités d'adaptation. Enfin, il est associé aux valeurs politiques du libéralisme, c'est-à-dire pour les interviewés, la façon dont existe la démocratie dans le monde actuel.

Le **potentiel négatif** de la mondialisation s'exprime à travers l'idée d'hégémonie : hégémonie d'un modèle et d'une puissance à travers la domination des Etats-Unis ; hégémonie de la pensée libérale qui ne retiendrait que la logique financière avec l'optimisation maximale des profits pour les actionnaires, le plus souvent au détriment de la viabilité de l'entreprise, de la reconnaissance du travail, et *in fine* de l'avenir des salariés.

Le rythme et la complexité des adaptations rendues nécessaires par les nouvelles technologies s'imposent en provoquant une exclusion massive et ressentie comme définitive (ou difficilement rattrapable) pour ceux qui échouent.

Le monde actuel : une logique de dégradation

Cette logique de dégradation est énoncée comme une règle déduite de faits hétérogènes mais réguliers, vécus directement ou constatés médiatiquement par les interviewés.

Cette dégradation concerne :

- l'environnement,
- la vie sociale : violence, actes barbares, exclusion, discrimination, misère... ;
- les conditions de travail : précarité, accident, stress... ;

- les conditions de vie : baisse du pouvoir d'achat ;
- les relations internationales : guerres, menaces, terrorisme... ;
- les valeurs associées à la démocratie et aux Droits de l'Homme : liberté d'expression, égalité, primauté du droit, justice... ;
- la notion de progrès : récupération au nom du contrôle, et de la standardisation ou du profit....

Le monde actuel : une situation où n'est activé que le potentiel négatif de la mondialisation

L'ambivalence de la mondialisation croisée avec l'accumulation de faits concrets vécus comme obéissant exclusivement à une logique de dégradation débouchent sur une interprétation du monde où seul le potentiel négatif de la mondialisation est activé.

Mais cette opinion sur la marche du monde n'est pas d'ordre politique. Cristallisée autour d'une condamnation de l'hégémonie américaine, du pouvoir de l'argent et des objectifs d'enrichissement de quelques puissants associés au libéralisme, l'opinion publique exprime un certain anti-libéralisme.

Pour autant, nous faisons l'hypothèse qu'il ne s'agit pas d'un anti-libéralisme politique, idéologique, systémique qui puisse être récupéré de façon quasi-mécanique par les opposants aux logiques libérales. Il y a là un pas à franchir, sur lequel certains hommes politiques fondent leurs espoirs, qui ne se fera pas et qui alimente au mieux un malentendu, au pire de graves erreurs stratégiques.

A ces trois dimensions s'ajoute **pour les moins de 35 ans**, une prise de conscience de la **finitude des ressources**. La hausse du prix de l'essence, du chauffage, la crainte d'un manque d'eau ont contribué à cette prise de conscience.

Mais ce qui semble déterminant et qui explique l'impact sur la partie la plus jeune de l'échantillon, c'est **l'échelle de temps** associée à ces phénomènes de pénurie : l'annonce de l'échéance de l'épuisement des réserves de pétrole d'ici à 50 ans signifie, pour les plus jeunes interviewés, que ce

changement va les affecter directement dans leur vie.

Autrement dit, ce n'est plus une prévision lointaine et abstraite plus ou moins évacuée car promise à d'autres, mais l'annonce d'un changement concret à l'échelle d'une vie qui impose de repenser différemment le rapport à la planète et au développement : est perçue avec plus d'acuité la fin de la linéarité du progrès (toujours plus, limites infinies) et l'émergence d'un modèle cyclique d'utilisation des ressources (énergies renouvelables, recyclage...).

Chez les interviewés de moins de 35 ans, la peur est associée à cette perspective car peu de signes indiquent que les gouvernants aient pris acte de cette échéance et de l'ampleur des transformations nécessaires. Deuxièmement, elle apparaît comme une contrainte supplémentaire dans un contexte complexe et dégradé et vient s'ajouter au sentiment général de vulnérabilité.

Trois phénomènes sont liés à l'ensemble du processus décrit précédemment :

La situation actuelle impose de faire des choix à la fois complexes et impératifs qui contredisent les préoccupations jugées électoralistes des politiques.

- La prise de conscience de situations insupportables (famine, sida, misère) par les populations qui les vivent, engendre des phénomènes problématiques dans les pays occidentaux qui ne peuvent plus les ignorer (filiale d'immigration clandestine, exploitation, économie parallèle de plus en plus mal supportées...).
- Le développement des capacités d'adaptation des individus est focalisé sur une valorisation de l'acteur économique (via la notion de client, et de marché) au détriment de la personne humaine dans sa globalité (perte d'identité concomitante avec la perte du statut d'acteur économique), et donc au détriment de catégories de personnes qui sortent de ce cadre (ex : personnes âgées, chômeurs, rmistes...).

Effets de la situation actuelle sur la représentation des catastrophes

Extension de la responsabilité humaine

L'un des enseignements importants de cette étude est la perception d'une **extension de la responsabilité humaine** dans la survenue des catastrophes. Il n'y a plus de façon stricte et claire, les catastrophes naturelles qui seraient inévitables, d'un côté, et les catastrophes supposées évitables causées par les hommes. Autrement dit, désormais, les interviewés considèrent qu'il n'y pas de catastrophes sans responsabilité humaine, qu'elle soit minimale ou indirecte (sauf chez certaines femmes de plus de 50 ans qui évoquent des événements relevant de la fatalité).

Cette perception de l'extension de la responsabilité humaine se fait selon deux modalités :

- Soit on considère les **types d'acteurs** impliqués avec deux catégories distinctes :

Est distinguée, d'une part, la responsabilité collective, du ressort de l'être humain au sens large du terme, qui, à travers sa production, ses actes de consommation quotidiens, les évolutions de la société, provoque des déséquilibres ou des dégradations conduisant à des catastrophes (pollution, effet de serre, déforestation, inondations, glissement de terrain... en relation avec l'urbanisation, l'industrialisation ou l'agriculture, risque sanitaire, alimentaire...).

D'autre part, est pointée la responsabilité directe des gouvernements, des politiques, et décideurs (industriels, actionnaires...) dont les décisions ou carences déclenchent des catastrophes. Dans ce cas, il s'agit de l'addition de responsabilités individuelles rarement identifiées (accidents industriels, crash aériens, guerres, famines...).

- Soit on s'intéresse à la **nature de la responsabilité** mise en cause concernant les catastrophes.

A nouveau, deux modalités :

Responsabilité en termes de **causalité**, c'est à dire une responsabilité dans le déclenchement des catastrophes (Bhopal, Tchernobyl, Seveso, AZF, Erika...).

Responsabilité en termes de **manquements dans la gestion des risques** en amont, pendant ou après l'évènement, de sorte que la notion de catastrophe prend sens du fait de l'ampleur des conséquences humaines et matérielles qui auraient pu être limitée.

(Ex : Katrina aux Etats-Unis, mais également le Tsunami de décembre 2004 du point de vue de l'anticipation et de l'alerte).

Une remarque : plus la confiance dans le progrès linéaire est remise en cause, plus le risque de défaillance est intégré, et plus il y a demande de système de précaution.

La perception d'une extension de la responsabilité humaine dans la survenue des catastrophes a deux conséquences :

- la mise en exergue de la défaillance du politique (gouvernements, institutions),
- le changement du statut de la catastrophe, lui-même permettant l'identification d'une nouvelle catégorie de catastrophes.

Une critique centrale : la défaillance du politique

La défaillance du politique est centrale dans les représentations. Elle concerne les hommes politiques à travers les décisions ou carences des gouvernements mais également les institutions à travers leur immobilisme, leur impuissance, leur inadaptation aux évolutions.

Cette défaillance du politique est pointée comme étant soit systématique, soit ponctuelle. Lorsqu'elle est systématique, il est fait référence à des situations où les dysfonctionnements sont constitutifs du fonctionnement de l'état et de la société : corruption généralisée des lieux de pouvoir, fragilité institutionnelle, arbitraire, enrichis-

sement personnel des gouvernants successifs, maintien du pouvoir assuré par la force (militaires, milices, intimidations...), permanence de conflits d'intérêts au détriment de la population, niveau éducatif maintenu au minimum.

Lorsque la défaillance du politique est ponctuelle, elle surgit à l'occasion d'événements exceptionnels qui révèlent des manquements dont le périmètre est plus restreint : manque de moyens pour la prévention, déficit en compétences, difficultés de coordination et d'organisation.

C'est ce que le Tsunami a mis en évidence dans certains pays d'Asie. Il peut également s'agir des conséquences de choix politiques exprimés par une certaine hiérarchisation des priorités (mobilisation en Irak pas pour Katrina), qui dans le cas des Etats-Unis avec Katrina, relèvent pour certains interviewés de la discrimination sociale au détriment d'une partie de la population.

D'une façon générale, ce que notent et souvent dénoncent les interviewés est la domination du pouvoir politique par le pouvoir financier (avec prises d'intérêts croisés), donnant lieu à ce qui a été identifié dans la première partie comme une dérive du libéralisme relevant du potentiel négatif de la mondialisation.

De la même manière, les organisations internationales impliquant les états (communauté européenne, ONU...) sont critiquées avec les mêmes arguments car rien ne semble, dans ces instances, remédier à la défaillance du politique débouchant sur des blocages et une incapacité décisionnaire chronique. Les interviewés citent comme exemple, l'incapacité de l'ONU à empêcher la guerre en Irak ou celle de l'Europe à s'entendre ne serait-ce que pour l'élaboration de son budget.

Pour les interviewés, l'Afrique est emblématique de cette situation. La persistance des famines, des guerres, de la misère et le développement du sida malgré l'aide internationale (quelle qu'en soit la forme) en sont les manifestations flagrantes.

Changement de statut de la catastrophe et émergence de la catastrophe insidieuse

Compte tenu des évolutions décrites précédemment (extension de la responsabilité humaine et défaillance du politique), nous assistons à un changement du statut des catastrophes : la catastrophe est de moins en moins perçue comme un accident de parcours, une exception, mais la catastrophe s'inscrit progressivement dans le développement technologique, comme étant l'une de ses dimensions.

La manifestation de cette évolution s'exprime à travers un nouveau modèle de catastrophe qu'il est possible d'identifier dans le discours des interviewés. A côté des catastrophes événementielles, dont la modalité d'apparition se fait par rupture, il est question de **catastrophes « insidieuses »** en rapport avec des modalités d'apparition sous-jacentes, diffuses, difficilement décelables (par exemple effet de serre, pollution de l'eau, déforestation progressive, effets de certains composants dans l'alimentation, ou encore sous-développement et instabilité durables du continent africain, effets de la culture des OMG sur les autres cultures...).

Ces deux modèles de catastrophes sont intéressants quant à leurs conséquences sur l'opinion publique.

Dans le cas des catastrophes événementielles, leur manifestation brutale, par rupture avec un état antérieur provoque des effets directs de prise de conscience.

Dans le cas des catastrophes insidieuses, il n'y a pas de rupture visible, l'évènement n'est pas contenu dans la catastrophe.

Ce qui fait évènement, ce n'est pas la catastrophe mais sa **révélation médiatique** (ce qui ne veut pas dire qu'à chaque fois qu'il y a une révélation médiatique d'une catastrophe insidieuse, il y ait évènement, loin s'en faut).

On peut d'ailleurs faire l'hypothèse qu'il existe un certain nombre de critères facilitant la transformation d'une révélation médiatique en évènement, et notamment la notion de résonance sur la situation personnelle des destinataires (déstabilisation personnelle, temporalité en rapport avec l'échelle de sa vie...)

En tout état de cause, le mode opératoire des catastrophes insidieuses ne peut provoquer d'effets de prise de conscience auprès de l'opinion publique qu'à travers la

notion de menace, notion dont la crédibilité croît fortement de nos jours.

Nous ne sommes plus dans un monde où les catastrophes émaillent le déroulement normal des choses, mais, pour faire image, dans un monde catastrophique, c'est-à-dire, dont **la règle est devenue la répétition des catastrophes** sous différentes formes et modalités d'apparition.

La première conséquence de ce basculement des représentations est de faire apparaître un paradoxe : la multiplication des catastrophes nécessite plus que jamais des interventions pour réparer les dommages causés et en même temps, **cette accumulation affaiblit la notion** même de **réparation**, dont on voit bien qu'elle ne suffira jamais à rétablir les choses.

Imaginaire de l'action et évolution des représentations du rôle des ONG

Les interviewés sont déstabilisés par la prise de conscience du **déséquilibre** entre leur **diagnostic** et leur perception des **capacités actuelles d'agir**. L'imaginaire de l'action est clairement affaibli.

Après réflexion, quatre pistes sont évoquées pour réagir et contrebalancer l'évolution la situation :

- Le mouvement altermondialiste, disqualifié rapidement par les interviewés âgés de plus de 35 ans pour ses modalités d'action violentes jugées plus destructives que constructives. Il est cependant crédité d'un intérêt pour ses effets d'alerte et de prise de conscience.

Seuls certains jeunes y voient une alternative intéressante et suffisamment prometteuse pour changer le cours des choses en estimant que les médias, en se polarisant sur les actes violents, le marginalisent et le caricaturent délibérément.

- Le développement de l'idée du commerce équitable est pour certains une promesse de changement des relations entre les pays. Il est encore trop limité à certains secteurs (café, riz...) pour produire des effets de rééquilibrage significatifs.

- L'action individuelle à travers la transformation des comportements (ex : économie d'énergie, de carburant, d'eau...) et les choix de consommation personnels (produit recyclable...) des individus reste le principal espoir des moins de 35 ans non donateurs.

- Au final, **seules les organisations non gouvernementales** (ONG) sont identifiées comme des **acteurs** susceptibles d'**agir concrètement**, du fait de leur organisation, multiplicité, structuration, visibilité, notoriété. Ensuite, l'évaluation de l'efficacité et de l'intérêt de leur action varie selon que l'on est donateur régulier, donateur exceptionnel ou non donateur.

Evaluation de l'action des ONG par les non donateurs

Le discours des non donateurs s'articule autour de deux axes : le premier utilise l'argument, exposé plus haut, de l'affaiblissement de la notion de réparation pour justifier et conforter l'inutilité du don.

Le second argument s'appuie sur une critique des ONG : foisonnement, manque de clarté de leur fonctionnement, de leur financement, de leurs actions ou spécialités respectives, manque de coordination, voire concurrence entre elles, action diffuse et parcellaire dont on mesure mal les effets, arbitraire dans le choix des bénéficiaires, instrumentalisation par les gouvernements locaux, développement du business humanitaire profitable aux intermédiaires de toute nature...

La disproportion grandissante entre les situations à traiter et les moyens mobilisables par les ONG, d'une part, le doute sur les ONG (cas concrets de l'ARC, la Croix Rouge, les Restaurants du Cœur cités...), d'autre part, confortent les non donateurs dans leur position de retrait.

Evaluation de l'action des ONG par les donateurs exceptionnels

Les donateurs exceptionnels ont des logiques de raisonnement proches des non donateurs dans leur globalité (image trouble des ONG, questionnement sur l'utilité du don en général). Leurs doutes et leurs critiques se cristallisent sur la problématique de **l'affectation effective des dons** aux destinataires (délais, modalités, proportions...).

Cependant, deux différences essentielles les font ponctuellement croire dans les capacités d'action des ONG et devenir donateurs :

- Bien qu'ils évoquent aussi leur découragement face à l'accumulation de catastrophes, une déstabilisation personnelle se produit parfois qui les pousse à donner et qui peut prendre deux formes différentes, vécues simultanément ou non : un effet de sidération du fait de l'ampleur de la catastrophe (ex Tsunami qui dépasse l'imaginable), une résonance avec sa situation personnelle (parallèle entre sa propre histoire et la catastrophe : pays concerné, régions, types de populations, maladies, projet particulier...).

Ce qui est frappant pour cette population de donateurs exceptionnels, c'est le sentiment d'urgence qui les saisit et qui leur fait exiger un transfert immédiat des dons vers les bénéficiaires, en évacuant toute idée de processus à mettre en œuvre (organisation, acheminement, programmation, identification des besoins, des compétences ...), et l'attente d'une visibilité toute aussi immédiate des résultats.

Cette déstabilisation personnelle confère au don une dimension qui dépasse l'aide aux sinistrés pour signifier, au-delà, la nécessité qu'ils ont ressentie de contribuer à la survie de l'espèce humaine et à son environnement, donc à la leur, en quelque sorte. Cette dimension existe aussi chez les donateurs réguliers mais de façon plus consciente et raisonnée, de sorte que leurs relations au don et aux ONG est plus réfléchie et intégrée à leur vie quotidienne.

- La seconde différence entre les non donateurs et les donateurs exceptionnels est le rôle d'alerte et de révélation qu'ils veulent voir jouer par les ONG, notamment concernant la catégorie des catastrophes insidieuses. Cela ne signifie pas qu'ils sont prêts à donner pour cela mais, juste qu'ils reconnaissent une légitimité pleine et entière aux ONG dans ce domaine (les non donateurs estiment au contraire qu'en soutenant les ONG, on entérine les manquements et carences des politiques, des gouvernements et le manque d'investigation des médias dans ce domaine).

Evaluation de l'action des ONG par les donateurs réguliers : affaiblissement du modèle de la complémentarité ONG-Etats, le modèle potentiel de la symétrie comme symptôme

Les donateurs réguliers décrivent un modèle classique de l'action des ONG, dont ils questionnent l'efficacité et les limites compte tenu de la situation, mais qu'ils ne remettent pas en cause tant sa nécessité est pour eux clairement établie. Ce modèle classique est celui d'une intervention des ONG complémentaire à celle des états pour faire face ensemble, mais sur des registres différents, à une situation catastrophique. L'objectif est la réparation au plus vite et l'aide d'urgence (sanitaire, alimentaire, logistique et matérielle) y a une place prépondérante.

Un **second modèle** d'action des ONG - encore potentiel - apparaît en pointillé dans les discours des donateurs réguliers (et de certains donateurs exceptionnels). Il consiste à considérer les ONG comme des acteurs susceptibles d'apporter **une réponse globale à la défaillance du politique**.

Du coup, les compétences et capacités d'action conférées aux ONG changent du tout au tout :

- Attribution aux ONG des qualités qui font défaut aux états : face à l'immobilisme et la résignation des états, les ONG apporteraient l'envie d'agir, la motivation et la conviction. Face à l'immobilisme, l'éloignement du terrain des politiques, les ONG se caractérisent par leur capacité de mobilisation, leur opérationnalité et leur proximité avec les populations locales. Enfin face à l'hégémonie du pouvoir financier, les ONG agiraient au nom d'une logique de partage, d'équilibre et de respect.

- Extension du champ d'intervention des ONG à des domaines traditionnellement dévolus aux états : atténuer les effets immédiats des catastrophes, réparer + éviter les catastrophes par l'information, la recherche, la vigilance, l'alerte, la prévention, la révélation...+ reconstruire en intégrant la prévention et en redonnant l'espoir d'un avenir possible à travers la notion de projets.
- Instauration d'une relation symétrique entre les ONG et les états avec la mise en oeuvre d'actions qui ne visent pas seulement à réparer mais surtout à transformer en profondeur la situation.

Ce qu'expriment certains donateurs réguliers (et exceptionnels), c'est le souhait de voir les ONG **revitaliser le potentiel positif de la mondialisation** et les valeurs identifiées comme dégradées dans le monde actuel, telles que l'échange, le partage, l'ouverture, l'égalité, la justice, l'espoir, la liberté, les droits de l'Homme, le progrès.

Il ne faut cependant pas penser que ce modèle potentiel soit à considérer comme une solution de repositionnement par les ONG. D'ailleurs, certains interviewés soulignent qu'une telle évolution ne serait pas légitime : car le rôle des ONG serait excessif, surdimensionné et risquerait la paralysie et la conflictualité.

Mais en revanche, ce modèle doit être considéré comme un **symptôme**. A travers sa description, les questions qu'il soulève, les paradoxes ou limites qu'il dessine, il permet de décrire les zones dans lesquelles les ONG sont attendues.

Les nouvelles attentes à l'égard des ONG

Limites et paradoxes du modèle potentiel comme signaux de vigilance

Le modèle (potentiel) de la symétrie ONG/Etat contient au moins deux limites claires et pointées par les interviewés, inhérentes à l'extension de leur champ d'intervention :

- La première limite a trait à la professionnalisation : plus les interventions sont larges, durables et complexes plus les compétences requises doivent être pointues, nombreuses et réactualisées. Du coup apparaît le spectre d'une multiplication des intervenants, des intermédiaires forcément rémunérés puisque qualifiés, au détriment des fonds directement reversés aux populations locales. La question de la transparence de la gestion et de la sécurisation des fonds collectés, dont les montants sont impressionnants, devient centrale.
- La seconde limite a trait à la pérennité des actions des ONG qui risque d'instaurer une relation de dépendance et non de restauration de l'autonomie des acteurs locaux comme prévu initialement.

Et ces deux limites font naître deux paradoxes :

- Le premier est de voir la logique d'efficacité et de professionnalisation (regroupement d'ONG, puissance, rentabilisation) pervertir les fondements de l'action humanitaire et permettre la réapparition de la primauté de la logique financière dénoncée pour son hégémonie.

- Le second est que l'amplitude et la durée des interventions des ONG soient peu compatibles avec la médiatisation, indispensable à la collecte de fonds.

Les enseignements du modèle potentiel

L'apparition d'un autre modèle, même de façon potentielle, révèle par ailleurs l'affaiblissement de la notion de réparation et l'épuisement du modèle classique d'action des ONG. Les interviewés expriment par là leur prise de conscience de l'enracinement des problèmes et d'un changement de la nature des besoins : considérer les problèmes de façon isolée ne convient plus. La question de la mondialisation, de l'interdépendance des phénomènes, tant humains qu'environnementaux, imposent une vision holistique des solutions, intégrant l'amont (anticipation, prévention, alerte) et l'aval (reconstruction), au-delà de l'urgence et de la réparation immédiate.

Le modèle potentiel de la symétrie ONG/états est un indicateur d'une dévalorisation généralisée des lieux de pouvoir au profit des ONG, qui s'en trouvent, par comparaison, fortement revalorisées, et ce d'autant plus que le contexte est caractérisé par la répétition des catastrophes. Les donateurs interviewés expriment leur souhait de voir une catégorie d'acteurs, les ONG, infléchir différemment dans le processus de mondialisation, et à travers elles, de pouvoir être acteurs face aux catastrophes.

Pour autant, le rôle démesuré dévolu aux ONG ne va pas sans l'expression d'une méfiance, pour certains croissante, à leur égard.

Pour contenir cette méfiance, on en appelle à un nouveau registre : celui du contrat, remplaçant la confiance *a priori* qui s'effrite.

Auparavant, le partage des valeurs guidant les actions des ONG régulaient les relations entre donateurs et ONG : la confiance scellait la relation.

Aujourd'hui, les valeurs auxquelles se réfèrent les ONG (dévouement, bénévolat, désintéressement) ne garantissent plus contre les risques de dénaturation financière compte tenu des impératifs de puissance et de professionnalisation.

La fluctuation des termes autour desquels on se retrouve pour agir rend le doute possible. Apparaît alors la nécessité d'une formalisation des relations entre ONG et donateurs de façon à sceller la confiance.

Dans ce contexte, le développement de relations contractualisées devient la condition sine qua non de la crédibilité des ONG, de leur financement, donc de leur efficacité.

Résultats du sondage quantitatif :

- parmi les acteurs suivants, quels sont ceux dans lesquels vous avez le plus confiance pour agir utilement dans les situations de catastrophe ?

réponses de première citation :

en gras noir : les taux supérieurs à la moyenne

en gras vert : les taux inférieurs à la moyenne

	ensemble
Associations et ONG	43%
Institutions internationales	18,50%
Armées et sécurités civiles	16,60%
Gouvernements	5,60%
Entreprises	3,80%
Ne sait pas	5%
Aucun	7,50%

• en situation de catastrophe, c'est d'abord et **massivement vers les ONG** que les Français se tournent.

• **12,5 %** des personnes interrogées néanmoins répondent qu'elles ne font confiance à aucun des acteurs proposés ou qu'elles ne savent pas à qui elles font confiance dans les situations de catastrophes : signe de notre **époque perturbée**, où l'imaginaire de l'action s'effrite ?

Les femmes, les personnes retraitées et les non donateurs sont les plus nombreux à penser de la sorte.

	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Associations et ONG	44,90%	46,90%	45,30%	44,70%	33,20%
Institutions internationales	25,50%	21,00%	19,10%	13,70%	16,40%
Armées et sécurités civiles	16,50%	14,40%	15,80%	21,60%	14,50%
Gouvernements	1,60%	5,60%	7,40%	4,20%	6,90%
Entreprises	4,40%	4,80%	4,40%	3,70%	2,00%
Ne sait pas	1,60%	1,80%	4,10%	4,00%	11,60%
Aucun	5,40%	5,40%	3,90%	8,20%	15,40%

• le **crédit fait aux ONG ne semble pas être fonction de l'âge**, sinon pour les plus de 65 ans qui marquent un recul à leur égard (33,2 %).

• le **discrédit des gouvernements** semble spécialement fort auprès des **moins de 25 ans** (1,6 %).

• les 50/64 ans croient moins que la moyenne aux **institutions internationales** (13,7 %), alors que les moins de 25 ans semblent plus compter sur elles en situation de catastrophe (25,5 %).

	Donateurs	Non donateurs
Associations et ONG	48,80%	30,30%
Institutions internationales	19,60%	16,10%
Armées et sécurités civiles	13,80%	22,60%
Gouvernements	5,40%	6,10%
Entreprises	3,60%	4,30%
Ne sait pas	3,60%	7,30%
Aucun	5,00%	13,20%

• le crédit accordé aux ONG dans les situations de catastrophe est **nettement supérieur chez les donateurs**.

• le **fort découragement des non donateurs** par rapport à « l'imaginaire de l'action » se lit dans l'importance des items ne sait pas et aucun qui cumulent plus de 20 % au total.

• la place des **gouvernements ne change pas en fonction du statut donateur / non donateur** : le report des voix des ONG se fait apparemment sur ne sait pas et sur aucun ...

Parmi les acteurs suivants, quels sont ceux dans lesquels vous avez le plus confiance pour agir utilement dans les situations de catastrophe ?

	agriculteur	artisan, commerçant, chef d'entreprise	cadre, profession intellectuelle supérieure	profession intermédiaire
Associations et ONG	81,30%	51,20%	60,50%	53,40%
Institutions internationales	9,90%	14,90%	13,40%	19,20%
Armées et sécurités civiles	4,60%	21,80%	12,00%	14,90%
Gouvernements	ns	4,20%	5,90%	5,80%
Entreprises	ns	ns	1,40%	1,10%
Ne sait pas	ns	3,80%	3,30%	0,60%
Aucun	4,20%	4,00%	3,60%	5,00%

	employé	ouvrier	retraité	autre inactif
Associations et ONG	38,60%	34,40%	36,70%	41,40%
Institutions internationales	22,10%	16,70%	16,00%	24,60%
Armées et sécurités civiles	17,30%	23,00%	16,80%	13,10%
Gouvernements	5,50%	5,60%	7,20%	3,70%
Entreprises	6,90%	5,80%	1,90%	7,30%
Ne sait pas	1,70%	6,10%	9,60%	4,60%
Aucun	7,90%	8,50%	11,70%	5,40%

- le recours aux ONG dans les situations de catastrophe est **évident pour les agriculteurs, les cadres et professions intermédiaires**. Sur ce sujet, les ouvriers et retraités sont en net recul par rapport à la moyenne.

- **les ouvriers et les retraités sont les plus marqués par le sentiment d'impuissance** puisqu'ils sont nombreux à ne pas savoir ou à ne faire confiance à aucun des acteurs dans les situations de catastrophes.

- selon vous, face à des grands enjeux comme par exemple le réchauffement climatique ou l'accroissement des inégalités..., quels sont les acteurs qui peuvent infléchir le cours des choses ?

réponses de première citation :
en gras noir : les taux supérieurs à la moyenne
en gras vert : les taux inférieurs à la moyenne

	première citation
Gouvernements	29 %
Associations et ONG	19%
Institutions internationales	18,50%
Entreprises	8,5 %
Partis politiques	6%
Syndicats	4%
Eglises et associations culturelles	3%
Ne sait pas	6%
Aucun	5,70%

- ainsi les **gouvernements**, face aux catastrophes insidieuses ou silencieuses, demeurent **en première position** : les français attendent d'eux qu'ils fassent poids sur le cours des choses. Ils sont suivis par les **associations et ONG qui occupent la seconde place**.

- l'**importance relative des ne sait pas ou aucun** confirme le sentiment d'impuissance perçu dans l'enquête qualitative.

	Donateurs	Non donateurs
Gouvernements	28%	30,70%
Associations et ONG	22,90%	11,40%
Institutions internationales	19,90%	15,60%
Entreprises	7,50%	11,30%
Partis politiques	5,80%	6,10%
Syndicats	4%	4%
Eglises et associations culturelles	3,50%	2,50%
Ne sait pas	4,40%	8,70%
Aucun	3,80%	9,60%

- les attentes vis à vis des gouvernements semblent équivalentes quel que soit le statut donateur ou non donateur.

- en revanche, et de façon logique, la confiance dans la puissance d'action des ONG varie très fortement.

- les non donateurs ont moins confiance que les donateurs dans les institutions internationales. Dans l'ensemble ils semblent plus sombres dans le pessimisme que signalent les items ne sait pas et aucun.

	Moins de 35 ans	35 à 49 ans	50 ans et plus
Gouvernements	31%	30%	27%
Associations et ONG	20%	18%	19%
Institutions internationales	20,00%	20,60%	16,20%
Entreprises	11%	11%	5%
Partis politiques	7%	6%	5%
Syndicats	3%	2%	6%
Eglises et associations culturelles	2%	3%	4%
Ne sait pas	3%	7%	7%
Aucun	2,90%	2,40%	9,80%

- les attentes à l'égard des gouvernements et des associations ou ONG face aux catastrophes insidieuses ou grands enjeux planétaires **ne varient que peu en fonction de l'âge**.

- c'est surtout au niveau des entreprises et des réponses ne sait pas ou aucun, que l'âge implique une différence : **les plus âgés marquant un scepticisme ou un pessimisme supérieur**.

	agriculteur	artisan, commerçant, chef d'entreprise	cadre, profession intellectuelle supérieure	profession intermédiaire
Gouvernements	13,10%	23,00%	30,70%	38,30%
Associations et ONG	4,50%	14,90%	22,70%	21,60%
Institutions internationales	ns	28,80%	26,60%	17,30%
Entreprises	ns	14,40%	8,20%	9,40%
Partis politiques	4,60%	8,10%	4,50%	4,90%
Syndicats	36,40%	ns	1,40%	2,90%
Eglises et associations culturelles	5,30%	7,70%	1,60%	0,80%
Ne sait pas	ns	3%	1,70%	1,60%
Aucun	36,10%	ns	2,60%	3,10%

	employé	ouvrier	retraité	autre inactif
Gouvernements	29,50%	24,70%	26,80%	29,50%
Associations et ONG	16,60%	18,90%	18,20%	22,50%
Institutions internationales	22,20%	13,10%	18,30%	16,80%
Entreprises	11,50%	8,10%	5,40%	11,10%
Partis politiques	5,90%	10,50%	4,00%	5,60%
Syndicats	3,00%	6,30%	4,00%	3,00%
Eglises et associations culturelles	0,80%	3,90%	5,30%	3%
Ne sait pas	5,40%	9,20%	8,40%	6,10%
Aucun	5,20%	5,10%	9,60%	2,40%

- les ouvriers, autres inactifs et professions intermédiaires, ainsi que les retraités **placent les ONG en seconde position après les gouvernements** et avant les institutions internationales (ex æquo pour les retraités).

- **le crédit des Institutions internationales est nettement supérieur auprès des artisans, indépendants, cadres ou professions intellectuelles supérieures, et employés** lesquels mettent les ONG en troisième position face aux grands enjeux planétaires.

- **les agriculteurs affichent une position radicalement différente**, attendant soit des syndicats, soit de personne que ces enjeux soient pris en charge...

● description de l'échantillon du sondage :

Sexe : Homme : 48%
Femme : 52 %

Age : 18-24 ans : 12%
25-34 ans : 18 %
35-49 ans : 28 %
50 à 64 ans : 21 %
65 ans et plus : 21 %

Profession du chef de famille :

Agriculteur :	2%
Artisan, commerçant chef d'entreprises :	5%
Cadre, profession intellectuelle supérieure :	11 %
Profession intermédiaire :	13%
Employé :	10%
Ouvrier :	23 %
Retraité, autre inactif :	35 %

Région UDA :

Ile de France :	19 %
Nord :	7 %
Est :	9 %
Bassin Parisien Est :	8 %
Bassin Parisien Ouest :	9 %
Ouest :	14 %
Sud Ouest :	11 %
Centre Est :	12 %
Méditerranée :	12 %

Donnent de l'argent à une ou des associations :

Une fois par an ou plus	59 %
Moins souvent	9 %
Jamais	32 %